

rien au candidat de la KANU contre le candidat du FORD Asili, Steve Mwangi, qui l'a cependant emporté. Les élections locales dans la capitale agissent une fois de plus comme révélateur de la fragilité des coalitions, tant l'enjeu de Nairobi est décisif pour le contrôle du système politique global. L'opposition qui a échoué avant les élections dans sa tentative d'arbitrer entre les différentes ambitions personnelles, ne semble guère plus efficace maintenant, et son unité affichée au len-

demain des élections générales semble largement illusoire. En ce sens, Daniel arap Moi qui sait manier la carotte et le bâton, se voit offrir un véritable répit. Reste à savoir s'il sera capable de le consolider dans la durée et de transformer une situation précaire en une victoire difficilement réversible.

Daniel Bourmaud
Février 1993

Ces messieurs Afrique...

Stephen Smith de Libération et Antoine Glaser, directeur de la *Lettre du Continent*, nous proposent « *Ces messieurs Afrique, le Paris-Village du continent noir* (1) », dont la lecture s'impose à quiconque s'intéresse aux relations franco-africaines.

Cet ouvrage constitue une sorte de chronique des affaires franco-africaines des années Mitterrand à partir d'une dizaine de portraits de « Messieurs Afrique », c'est-à-dire ces éminences blanches qui média-tisent en quelque sorte, hors des circuits officiels ou en se les soumettant, les relations de tous ordres entre la France et l'Afrique. Sur ces portraits se greffent un certain nombre d'affaires qui permettent de mettre en scène d'autres personnages. Cette manière de présentation ne constitue pas, comme on pourrait le penser à première vue, un

truc de journaliste personnalisant l'information pour la mieux faire avaler au public. La personnalisation des relations économiques et politiques — les deux sont souvent d'ailleurs indissociables — est au cœur des relations franco-africaines comme elle l'est en Afrique elle-même. « *L'Afrique est au bout du réseau* », nous disent les auteurs. Les héros de l'ouvrage sont Jean-Pierre Prouteau, le patron, Vincent Bolloré, l'industriel, Martin Bouygues, le maçon, André Tarallo, le pétrolier, Paul Barril, le gendarme, Jacques Vergès, l'avocat, Hervé Bourges, le communicateur, Jean-Yves Ollivier, le missi dominici, Jeany Lorgeoux, le député, Serge Varsano, le négociant, Jean-Christophe Mitterrand, le conseiller. Tous, à des titres divers, copinent sans états d'âme avec les grands d'Afrique, ce qui veut dire concrètement qu'ils se rendent mutuellement des services, ce qui est bien entendu normal entre amis, mais tout de même embarrassant quand

(1) S. Smith et A., Glaser, *ces messieurs Afrique, le Paris-Village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, 235 p.

c'est aux frais du contribuable français ou des populations africaines. Chacun gère ainsi son réseau et en fait profiter éventuellement ses collègues à charge de revanche. Face à ces révélations où défilent aussi bien la privatisation de l'électricité en Côte-d'Ivoire que l'assassinat du président Abdallah aux Comores, le trafic d'armes via le Congo marxiste-léniniste entre la France et l'Afrique du Sud, etc., le lecteur citoyen est pris de nausée. Le politologue est quant à lui fasciné par la nature des mécanismes qui président à ces relations.

Que les hommes d'affaires fassent des affaires est dans l'ordre des choses, c'est leur travail. On ne peut qu'admirer leur savoir-faire et leur capacité à s'adapter au terrain. Ils réussissent à tirer de l'argent d'une Afrique marginalisée. J'aurais même une certaine indulgence à leur égard dans la mesure où l'argent n'est peut-être pas la seule motivation, au moins de certains d'entre eux. A leur façon, ils aiment l'Afrique même s'ils le lui font payer. Par contre, les autres, les avocats, communicateurs, députés et conseillers, dont le rôle serait plutôt de cadrer les premiers, me dégoûtent franchement. Le cas le plus choquant est bien entendu celui de Jean-Christophe Mitterrand, fils aîné et conseiller du Président, qui, pendant dix ans, a informellement conduit la politique africaine de la France de la manière qui nous est fort bien décrite dans l'ouvrage. Quant au père du conseiller, sa responsabilité est particulièrement engagée car il ne pouvait ignorer les agissements de son fils qu'il a conservé à son poste pendant ces dix années. Ce sera tout pour les états d'âme.

Le politologue observe que le patrimonialisme qu'il avait abon-

damment décrit s'agissant des États africains, se trouve lui aussi au cœur des relations franco-africaines, un patrimonialisme dans lequel la relation personnelle se trouve au premier plan et s'articule avec les dimensions économique et politique. La confusion du public et du privé qui caractérise le patrimonialisme se différencie elle-même en une confusion du privé, au sens du personnel, et du public, d'une part et de l'économie et du politique, d'autre part. La première confusion correspond à une logique de l'échange social dans laquelle la relation d'échange est inséparable de la relation personnelle. La seconde correspond à une logique de l'échange économique dans laquelle la relation d'échange est indépendante de la relation interpersonnelle. Entre ces deux pôles, il existe un certain mélange dans la mesure où il est rare qu'un échange qualifié de social ne comporte pas une dimension économique, et qu'inversement, l'échange économique passe souvent par l'instrumentalisation ou le camouflage en échange social. L'État français connaît depuis toujours un certain degré de patrimonialisme. La multiplication actuelle des « affaires » en France ne doit pas nous faire oublier leur récurrence d'une république à l'autre, d'un président à l'autre. Il semble cependant que, pour toute une série de raisons, le degré de patrimonialisme est en augmentation dans les années quatre-vingt. Mais dans l'ensemble, ce niveau ne peut nous conduire à qualifier l'État français de néo-patrimonial car le phénomène reste sectoriel et ne concerne pas l'ensemble de l'appareil d'État ; on peut se poser cependant la question : jusqu'à quand ? La corruption en France relève avant tout de l'échange marchand même si sa

dimension relationnelle ne peut être négligée. Il suffit d'évoquer les relations entre Giscard d'Estaing et Bokassa qui s'insèrent dans une relation plus vaste entre sa famille et la Centrafrique ainsi que le népotisme de Mitterrand à l'égard de son fils aîné, et d'une certaine façon aussi, la place qu'occupent les proches du Président dans notre système politique. Cependant, en Afrique, le style du patrimonialisme passe d'abord par la relation interpersonnelle. Cela n'exclut pas non plus la corruption économique *stricto sensu*, mais en Afrique plus qu'en France, on répugne aux rapports anonymes, qu'ils s'inscrivent dans la logique du marché ou de l'État bureaucratique. Ce qui est fascinant, c'est de voir à quel point ce style africain s'impose aux acteurs français eux-mêmes. Il peut s'agir d'une tactique plus ou moins consciente de leur part, liée à leur bonne connaissance du terrain, mais pas uniquement. L'Afrique en effet transforme les personnes qui y vivent. Le charme inégalable de l'Afrique, c'est en effet la nature des relations personnelles qui s'y nouent. Nos auteurs nous disent avec raison que nulle par ailleurs au monde l'homme blanc ne s'affranchit aussi aisément de ses inhibitions que sur le continent noir. Il en est des messieurs Afrique comme des autres. « Ils ne sont ni meilleurs ni pires que nous autres. Seulement, ils sont plus importants. »

L'échange social, l'échange économique, l'échange politique se trouvent inextricablement mêlés car ces dimensions sont mal différenciées et difficiles à démêler. C'est là à mon sens la raison de la permanence de ces liens qui perdurent entre la France et ses anciennes colonies. Les Français, mieux que les Anglais, à l'exception cependant

de Tiny Rowland, le patron de la Lonhro, ont su jouer ce jeu à merveille. La dépendance du continent par rapport au nôtre se dédouble d'une dépendance des Africains par rapport à nous. C'est vrai à tous les niveaux y compris au sommet, les chefs d'État africains dépendant de nos dirigeants pour leur survie politique. Le clientélisme international entre la France et ses protégés, le clientélisme d'État, se double, s'exprime et se renforce au niveau micropolitique par tous ces réseaux personnalisés d'amitié ou de clientèle. Il n'est d'ailleurs pas toujours facile de voir qui est le client de qui, tant les clients africains sont passés maîtres dans la manipulation de leurs patrons. On ne peut manquer d'être frappé par la permanence — non pas de ces réseaux, car ils se sont beaucoup renouvelés sous Mitterrand — mais du recours aux réseaux. Ce que l'on remarque cependant, à la lecture de l'ouvrage, c'est que le mode de structuration du système que constitue l'ensemble de ces réseaux articulés les uns aux autres, s'est profondément transformé. Du temps du général de Gaulle et de Foccard, ils étaient davantage structurés en arbre, d'une façon pyramidale avec Foccard au sommet. La structure actuelle de ces réseaux n'est plus centralisée même si la cellule africaine occupe toujours une place stratégique. Parmi ces réseaux, la Franc-maçonnerie a pris une place de premier choix. Avec le départ de Jean-Christophe Mitterrand remplacé par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, on voudrait espérer qu'on évolue vers une certaine normalisation, c'est-à-dire une dépersonnalisation des relations franco-africaines publiques.

Jean-François Médard